

SACOR Audit SAS
16, place de la Madeleine
75008 PARIS

Deloitte & Associés
Les Docks - Atrium 10.4
10, place de la Joliette
13002 Marseille

DREAMNEX

Société Anonyme

496, avenue Francis Perrin
13790 Rousset

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

SACOR Audit SAS
16, place de la Madeleine
75008 PARIS

Deloitte & Associés
Les Docks - Atrium 10.4
10, place de la Joliette
13002 Marseille

DREAMNEX

Société Anonyme
496, avenue Francis Perrin
13 790 ROUSSET

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société DREAMNEX, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration.

Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes. Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à la période du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2007 retraitées selon les mêmes règles.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Marseille et Paris, le 11 septembre 2008

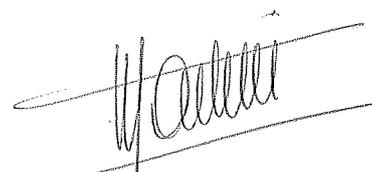
Les Commissaires aux Comptes

Sacor Audit S.A.S.



Stéphane DELVECCHIO

Deloitte & Associés



Anne-Marie MARTINI

SITUATION INTERMEDIAIRE

CONSOLIDES 30 JUIN 2008

DREAMNEX SA
496 Avenue Francis Perrin
13790 ROUSSET

SOMMAIRE

	PAGES
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
BILAN CONSOLIDE	5
TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	8
ANNEXE – PREAMBULE : FAITS CARACTERISQUES DE L’EXERCICE	9
NOTE 1 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	10
NOTE 2 – ANALYSE DES VARIATIONS DE PERIMETRE	23
NOTE 3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24
NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25
NOTE 5 – GOODWILL	25
NOTE 6 – PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	27
NOTE 7 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS	27
NOTE 8 – STOCKS ET EN COURS	28
NOTE 9 – CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	28
NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	29
NOTE 11 – CAPITAL SOCIAL	29
NOTE 12 – TABLEAU DE VARIATION DES INTERETS MINORITAIRES	29

NOTE 13 – PROVISIONS	30
NOTE 14 – ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES AU PERSONNEL	31
NOTE 15 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	32
NOTE 16 – FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS	33
NOTE 17 – INFORMATIONS PAR SECTEURS D’ACTIVITE	33
NOTE 18 – INFORMATIONS PAR ZONES GEOGRAPHIQUE	35
NOTE 19 – CHARGES EXTERNES	36
NOTE 20 – CHARGES DE PERSONNEL	36
NOTE 21 – DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	37
NOTE 22 – PRODUITS ET CHARGES DES OPERATIONS NON COURANTES	37
NOTE 23 – AUTRE PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	37
NOTE 24 – IMPOT SUR LES RESULTATS	38
NOTE 25 – ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN	39
NOTE 26 – AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN, PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS	40
NOTE 27 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION	40
NOTE 28 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	40
NOTE 29 – EVENEMENTS POST-CLOTURE	41
NOTE 30 – ETATS DE PASSAGE ENTRE LES COMPTES 2007 ETABLIS SELON LES PRINCIPES FRANCAIS ET LES NORMES IFRS (30 JUIN ET 31 DECEMBRE)	41

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
AU 30 JUIN 2008

	30/06/2008 Proforma	30/06/2008	30/06/2007 IFRS (1)
Chiffres d'affaires	35 697 716	26 006 955	15 673 349
Achats de marchandises et autres approvisionnements	1 482 841	1 482 841	1 438 045
Marge brute	34 214 875	24 524 114	14 235 304
Autres produits	118 293	118 293	8 099
Charges externes (note 19)	22 627 136	15 991 898	10 502 694
Salaires et charges (note 20)	2 206 339	2 033 634	1 045 346
Impôts et taxes	486 413	486 213	387 883
Dotations aux amortissements et provisions (nettes) (note 21)	479 749	354 952	499
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	8 533 531	5 775 710	2 306 981
Autres produits et charges non courants (note 22)	-894 306	-894 306	-275 494
RESULTAT OPERATIONNEL	7 639 225	4 881 404	2 031 487
Autres produits et charges financiers (note 23)	233 582	192 100	133 108
Charge d'impôt (note 24)	2 640 779	1 724 148	721 703
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	5 232 028	3 349 356	1 442 892
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	0
RESULTAT NET	5 232 028	3 349 356	1 442 892
Intérêts minoritaires	0	0	0
RESULTAT NET PART DU GROUPE	5 232 028	3 349 356	1 442 892
Résultat net par action (en euros)	1,85	1,18	0,61
Résultat net dilué par action (en euros)	1,85	1,18	0,61

(1) Les comptes au 30/06/2007 ne correspondent pas aux comptes publiés mais aux comptes sociaux de la société DREAMNEX retraités selon les règles et principes IFRS appliqués au 30/06/2008

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2008

ACTIF	30/06/2008	30/06/2008 proforma	31/12/2007 IFRS (1)
Actifs non courants	51 787 044	52 181 318	15 052 338
Goodwill (note 5)	35 494 154	35 888 428	0
Autres immobilisations incorporelles (note 3)	13 871 988	13 871 988	13 744 044
Immobilisations corporelles (note 4)	1 068 362	1 068 362	185 719
Autres actifs financiers non courants (note 7)	1 337 976	1 337 976	1 094 575
Actifs d'impôts différés	14 564	14 564	28 000
Actifs courants	26 510 116	26 510 116	24 687 091
Stocks et en-cours (note 8)	999 061	999 061	722 453
Clients (note 9)	4 104 533	4 104 533	1 234 357
Autres actifs courants (note 9)	3 060 850	3 060 850	2 186 621
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 10)	18 345 672	18 345 672	20 543 660
TOTAL ACTIFS	78 297 160	78 691 434	39 739 429
PASSIF : Avant répartition			
CAPITAUX PROPRES	38 922 916	39 317 190	25 217 318
Capital social (note 11)	464 870	464 870	399 429
Primes d'émission	19 633 124	19 633 124	19 633 124
Autres réserves	15 475 566	13 987 168	490 286
Résultat net part du groupe	3 349 356	5 232 028	4 694 479
Intérêts minoritaires (note 12)	0	0	0
Passifs non courants	13 117 937	13 118 137	1 539 007
Passifs financiers non courants (note 15)	13 077 565	13 077 765	1 530 007
Avantages au personnel (note 14)	9 000	9 000	9 000
Passifs d'impôts différés	31 372	31 372	0
Passifs courants	26 256 307	26 256 107	12 983 104
Passifs financiers courants (note 15)	9 432 460	9 432 260	1 646 415
Provisions part courante (note 13)	727 777	727 777	1 269 094
Fournisseurs et autres passifs courants (note 16)	14 198 836	14 198 836	7 771 295
Dettes fiscales et sociales (note 16)	1 897 234	1 897 234	1 661 525
Dettes d'impôt sur les sociétés (note 16)	0	0	634 775
TOTAL PASSIF	78 297 160	78 691 434	39 739 429

(1) Les comptes au 31/12/2007 ne correspondent pas aux comptes publiés mais aux comptes sociaux de la société DREAMNEX retraités selon les règles et principes IFRS appliqués au 30/06/2008

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes	Réserves consolidés	Résultat de la période	Capitaux Propres /Gpe	Intérêts mino.	Capitaux propres
Au 31 décembre 2006 IFRS	320	2 771	-501	2 096	4 686	Néant	4 686
Augmentation de capital en numéraire	68	14 457			14 525		14 525
Frais d'augmentation de capital		-405			-405		-405
Apports des titres THINK & OPEN	11	2 871			2 882		2 882
Frais d'augmentation de capital		-61			-61		-61
Affectation du résultat de l'exercice			2 096	-2 096	0		0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle			-104		-104		-104
Résultat de l'exercice				4 694	4 694		4 694
Distributions effectuées			-1 000		-1 000		-1 000
Au 31 décembre 2007 IFRS	399	19 633	491	4 694	25 217	Néant	25 217
Apports des titres BESITE & ENJOY	66		15 022		15 088		15 088
Frais d'augmentation de capital			-302		-302		-302
Affectation du résultat de l'exercice			4 694	-4 694	0		0
Résultat consolidé du semestre				3 349	3 349		3 349
Distributions effectuées			-3 097		-3 097		-3 097
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle			-1 363		-1 363		-1 363
Impact variation de périmètre			30		30		30
Au 30 juin 2008 IFRS	465	19 633	15 475	3 349	38 922	Néant	38 922

	Capital	Primes	Réserves consolidés	Résultat de la période	Capitaux Propres /Gpe	Intérêts mino.	Capitaux propres
Au 31 décembre 2006 IFRS	320	2 771	-501	2 096	4 686	Néant	4 686
Augmentation de capital en numéraire	68	14 457			14 525		14 525
Frais d'augmentation de capital		-405			-405		-405
Affectation du résultat de l'exercice			2 096	-2 096	0		0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle			-197		-197		-197
Résultat du 1er semestre 2007				1 443	1 443		1 443
Distributions effectuées			-1 000		-1 000		-1 000
Au 30 juin 2007 IFRS	388	16 823	398	1 443	19 052	Neant	19 052

	Capital	Primes	Réserves consolidés	Résultat de la période	Capitaux Propres /Gpe	Intérêts mino.	Capitaux propres
Au 31 décembre 2007 IFRS	399	19 633	491	4 694	25 217	Neant	25 217
Apports des titres BESITE & ENJOY	66		15 022		15 088		15 088
Frais d'augmentation de capital			-302		-302		-302
Affectation du résultat de l'exercice			4 694	-4 694	0		0
Résultat consolidé du semestre				3 349	3 349		3 349
Distributions effectuées			-3 097		-3 097		-3 097
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle			-1 363		-1 363		-1 363
Impact variation de périmètre			30		30		30
Au 30 juin 2008 IFRS	465	19 633	15 475	3 349	38 922	Néant	38 922

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	30/06/2008	30/06/2007 IFRS (1)	31/12/2007 IFRS (1)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	5 776	2 306	7 529
Amortissements et provisions (nettes)	338	0	98
RESULTAT BRUT OPERATIONNEL	6 114	2 306	7 627
<i>Variation du BFR</i>			
Variation des stocks	-293	-24	19
Variation des créances	188	1789	1736
Variation des dettes	693	817	2979
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	588	2 582	4 734
FLUX NETS GENERES PAR DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	6 702	4 888	12 361
Frais financiers (nets)	135	156	530
Impôt sur le résultat payé	-1 674	-720	-2 418
Opérations non courantes	-1 537	-275	243
FLUX NETS GENERES PAR L'ACTIVITE	3 626	4 049	10 716
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-214	0	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-121	0	0
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	200	0	0
Acquisitions de ENJOY & BESITE	-46 467	-60	-6 970
Acquisitions d'autres immobilisations financières	0	-746	0
Remboursement d'immobilisations financières	67	785	1 322
FLUX NETS GENERES PAR LES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-46 535	-21	-5 648
Distribution mise en paiement	-3 097		-1 000
Augmentation/ (Diminution) des capitaux propres	14 785	14 120	14 059
Remboursement de comptes courants d'associés	-849	-300	0
Augmentation des comptes courants d'associés	18 403	0	1 992
Remboursement d'emprunts	-3	0	0
Acquisition d'actions propres	-963	8	7
FLUX NETS GENERES PAR LES ACTIVITES DE FINANCEMENT	28 276	13 828	15 058
Variation de périmètre	4 512		
Variation de trésorerie entrée dans le périmètre	7 878		
VARIATION DE LA TRESORERIE & EQUIVALENT DE TRESORERIE	-2 243	17 856	20 126
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à l'ouverture	20 543	417	417
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à la clôture	18 300	18 273	20 543
VARIATION DE LA TRESORERIE & EQUIVALENT DE TRESORERIE	-2 243	17 856	20 126
<i>Disponibilités</i>	<i>17 556</i>	<i>10 307</i>	<i>18 156</i>
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	<i>789</i>	<i>7 966</i>	<i>2 387</i>
<i>Découvert</i>	<i>- 45</i>		
TRESORERIE & EQUIVALENT DE TRESORERIE	18 300	18 273	20 543

(1) L'application des normes IFRS n'a eu aucun impact significatif sur les tableaux de flux de trésorerie au 30/06/2007 et au 31/12/2007

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

FAITS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE :

Le premier semestre a été marqué par les évènements suivants :

- Acquisition des sociétés ENJOY et BESITE

Le 8 janvier 2008, DREAMNEX a signé un protocole d'accord pour l'acquisition des sociétés belges ENJOY et BESITE. L'acquisition porte sur 100% des parts des sociétés ENJOY et BESITE. L'activité d'ENJOY consiste en l'exploitation d'une plate-forme de mise en relation payante entre des internautes et des webcammers. BESITE exploite une plate-forme de paiement multi solutions.

Le prix comporte une part de 67% en numéraire et de 33% en actions. Cette opération a fait l'objet d'un document E ayant obtenu le visa de l'Autorité des Marchés Financiers Française le 11 avril 2008. En date du 25 avril 2008, la société DREAMNEX a acquis la totalité des titres des sociétés ENJOY et BESITE.

Les titres de la société ENJOY ont été acquis pour un montant de 30 479 K€ selon les modalités suivantes :

- à concurrence de 20 421 K€ en numéraire dont 8 168 K€ comptant le jour de l'acquisition et le solde de 12 252 K€ en 3 annuités de 4 084 K€ payable les 29 avril 2009, 2010 et 2011.
- à concurrence de 10 058 K€ par voie d'échange de titres de la société DREAMNEX émis dans le cadre d'une augmentation de capital

Les titres de la société BESITE ont été acquis pour un montant de 15 240 K€ selon les modalités suivantes :

- à concurrence de 10 211 K€ en numéraire dont 4 084 K€ comptant le jour de l'acquisition et le solde de 6 127 K€ en 3 annuités de 2 042 K€ payable les 29 avril 2009, 2010 et 2011.
- à concurrence de 5 029 K€ par voie d'échange de titres de la société DREAMNEX émis dans le cadre d'une augmentation de capital

Le paiement des annuités restant dues est soumis à la condition de présence effective des anciens actionnaires de ces sociétés dans le groupe postérieurement à l'acquisition et au moment des dates anniversaires de paiement.

- Litige lié à notre logiciel de messagerie instantanée spécialisé rencontres

Le 5 juin 2008, DreamNex a signé un accord amiable avec la société Carpe Diem Belgique, filiale de la société Rentabiliweb, dans le cadre du différend qui les opposait sur les logiciels de rencontre Yes Messenger et Weflirt. Cet accord a mis fin à toutes les procédures existantes et à venir concernant ce litige. Les modalités de l'accord sont soumises à une clause de confidentialité. Toutes les conséquences financières ont été comptabilisées au 30 juin 2008.

NOTE 1 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

La société DREAMNEX publie pour la première fois des comptes semestriels consolidés selon le référentiel des normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 30 juin 2008 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes. Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC).

Le groupe a analysé les normes IFRS, amendements et interprétations de l'IFRIC publiés et approuvés par l'Union Européenne au 30 juin 2008 et applicables au plus tard au 30 juin 2008, ainsi que ceux publiés mais non encore approuvés par l'Union Européenne au 30 juin 2008.

Pour la présentation des comptes consolidés résumés au 30 juin 2008, le groupe n'a pas appliqué par anticipation la nouvelle norme IFRS 8, « segments opérationnels », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009.

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient émises mais non encore entrées en vigueur au niveau européen :

- IAS 1 révisée, « présentation des états financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 ;
- IAS 23 révisée, « coûts d'emprunts », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 ;
- IFRIC 12, « concessions », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008 ;
- IFRIC 13, « programmes de fidélité des clients », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2008 ;
- IFRIC 14, « plafonnement de l'actif : disponibilité des avantages économiques et obligation de financement minimum », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008.

La société mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes.

Par ailleurs, les comptes semestriels consolidés complets du premier semestre 2008 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

NOTE 1.1 – PREMIERE APPLICATION DES NORMES IFRS

DREAMNEX a appliqué les règles spécifiques à une première adoption, telles que définies dans IFRS 1, qui détaille les modalités d'établissement des premiers états financiers en normes IFRS. Le principe général en est l'application rétrospective de toutes les normes en vigueur au 30 juin 2008, les incidences des changements de principes comptables étant enregistrées en report à nouveau à la date de transition.

Compte tenu des traitements optionnels prévus par la norme IFRS 1, DREAMNEX n'a pas retenu l'option d'évaluer à la juste valeur ses immobilisations pour l'établissement de son bilan d'ouverture.

NOTE 1.2 – INFORMATIONS PRO FORMA

Des comptes pro forma du Groupe sont établis lorsque les acquisitions et/ou cessions entraînent une variation de plus de 25%. L'information pro forma présentée comprend les comptes de la société DREAMNEX, ainsi que les comptes des sociétés acquises au cours du 1^{er} semestre 2008, à savoir ENJOY et BESITE, comme si celles-ci avaient été intégrées au 1^{er} janvier 2008.

NOTE 1.3 – PRESENTATION DE L'INFORMATION COMPARATIVE

Comptes comparatifs 2007 en normes IFRS

Une information financière comparative au titre de l'exercice 2007 et du premier semestre 2007 a été établie selon le référentiel IFRS. Cette information a été préparée en appliquant aux comptes sociaux de la société DREAMNEX les normes et interprétations IFRS que la société DREAMNEX a appliquées pour la préparation de ses comptes consolidés semestriels au 30 juin 2008.

Elle présente l'impact chiffré du passage aux IFRS sur :

- Le compte de résultat au 30 juin 2007 et 31 décembre 2007
- Le bilan au 30 juin 2007 et 31 décembre 2007

Les états de passage correspondants sont regroupés à la note 30 de la présente annexe.

NOTE 1.4 – PERIMETRES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés regroupent les comptes de DREAMNEX et des filiales, dans lesquelles cette dernière exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Entités contrôlées

Le contrôle exclusif est présumé exister lors de la détention par le groupe de plus de la moitié des droits de vote. Toutefois, il est possible de considérer que le contrôle exclusif est acquis avec un pourcentage de détention inférieur à 50 %, lorsque le groupe dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise, de manière à tirer avantages de ses activités.

Les comptes des entreprises contrôlées de manière exclusive sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Cette méthode est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

Entrée et sortie du périmètre de consolidation

Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au groupe, alors que les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

NOTE 1.5 – DATE D'ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés semestriels sont établis à partir des situations intermédiaires arrêtés au 30 juin 2008.

NOTE 1.6 – ELIMINATION DE CONSOLIDATION

Les résultats d'opérations intragroupe, tels que profits sur stocks, résultats de cession, dépréciation de titres consolidés et dépréciations de prêts à des sociétés consolidées, sont éliminés. Ces opérations sont également soumises à l'impôt sur les résultats.

Les dividendes et acomptes sur dividendes reçus par le groupe en provenance de sociétés consolidées sont annulés pour la détermination du résultat consolidé. Les dividendes sont en contrepartie portés dans les réserves consolidées.

Pour les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale, les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et charges réciproques, sont éliminés en totalité.

NOTE 1.7 – STRUCTURE DU BILAN CONSOLIDE

Conformément à la norme IAS 1, le groupe présente ses actifs et passifs dans le bilan selon le caractère courant ou non courant. Le caractère courant est rempli :

- Si le groupe s'attend à réaliser son actif ou à régler son passif dans les douze mois ou dans le cadre du cycle normal de son exploitation
- Si les actifs et passifs concernés sont détenus aux fins d'être négociés

NOTE 1.8 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût du regroupement est égal au total des justes valeurs à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, plus tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Si la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs ne peut être réalisée à la date d'arrêt des comptes, une affectation provisoire est effectuée qui conduit à la détermination d'un goodwill lui-même provisoire. L'affectation définitive est alors effectuée dans un délai maximum d'un an suivant la date de prise de contrôle.

Au 30 juin 2008 et étant donné que les sociétés ENJOY et BESITE ont été acquises en date du 25 avril 2008, un goodwill provisoire a été calculé. L'affectation provisoire des actifs et des passifs qui a conduit à la détermination du goodwill provisoire est présentée en note 5. Le goodwill définitif sera calculé pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2008.

Les goodwill (y compris les fonds de commerce) ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36, ils sont revus annuellement, pour s'assurer que leur valeur nette résiduelle n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable eu égard aux perspectives de retour sur investissement sur les sociétés considérées. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est enregistrée dans le résultat opérationnel, en « autres produits et charges non courants ».

Les dépréciations relatives aux goodwill sont irréversibles. Les dépréciations des fonds de commerce sont réversibles.

La société a réalisé un test de dépréciation de son goodwill au 30 juin 2008 et n'a pas constaté de perte de valeur.

Le goodwill provisoire est indiqué en note 5.

NOTE 1.9 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- Des immobilisations acquises
- Des immobilisations incorporelles générées en internes

Les immobilisations acquises séparément sont comptabilisées initialement à leur coût de revient. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont constatées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles acquises sont généralement amorties sur leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile indéfinie, à savoir essentiellement les marques et les malis techniques de fusion, ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation lors de chaque clôture annuelle, ainsi que chaque fois qu'il existe une indication que la valeur comptable sera supérieure au montant recouvrable de l'actif correspondant. L'appréciation selon laquelle une immobilisation incorporelle donnée a une durée de vie utile indéfinie est réexaminée tous les ans pour déterminer si elle demeure justifiable. Lorsqu'une durée de vie indéfinie est redéfinie en durée de vie définie, le changement est comptabilisé comme s'il s'agissait d'un changement d'estimation.

Il est précisé que les marques générées en interne et autres éléments similaires en substance ne sont pas comptabilisés en immobilisations incorporelles conformément à la norme IAS 38. Les coûts engagés dans ce cadre sont comptabilisés intégralement en charge.

Les activités de développement lancées en interne sont valorisées et activées dans le respect des conditions de IAS 38 « immobilisations incorporelles », c'est-à-dire après avoir vérifié que les conditions suivantes :

- Faisabilité technique du projet
- Intention et capacité de mise en service
- Démonstration de l'utilité du développement réalisé et de sa capacité à générer des ressources
- Evaluation fiable des dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les variations d'immobilisations incorporelles entre le 31 décembre 2007 et le 30 juin 2008 sont décrites en note 3.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Les immobilisations corporelles amortissables sont amorties principalement selon le mode linéaire, sur leur durée estimée d'utilisation, qui correspond en moyenne à :

- Matériels techniques 2 à 5 ans
- Matériels de bureau et informatiques 2 à 3 ans
- Mobilier 2 à 5 ans

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et, donc, leur durée d'amortissement sont significativement différentes. Lorsqu'une immobilisation corporelle est constituée de composants ayant des durées d'utilisation différentes, ceux-ci sont comptabilisés comme des éléments distincts dans les immobilisations corporelles.

Les profits et les pertes provenant de la cession d'une immobilisation corporelle sont déterminés par la différence entre les produits de cession et la valeur nette comptable de l'actif cédé et sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels.

Les variations d'immobilisations corporelles entre le 31 décembre 2007 et le 30 juin 2008 sont décrites en note 4.

NOTE 1.10 – DEPRECIATION DES ACTIFS IMMOBILISES – PERTE DE VALEUR

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque les événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur sur :

- Des immobilisations incorporelles
- Des immobilisations corporelles
- Des goodwill

Ceux-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur d'usage d'un actif est le taux reflétant l'évaluation courante par le marché de la valeur temporelle de l'argent et du risque correspondant à l'actif.

La juste valeur d'un actif (diminué du coût de cession) reflète le montant qu'une entité pourrait obtenir à la date de clôture de l'exercice en vendant l'actif dans le cadre d'une transaction conclue aux conditions normales du marché entre partie informée et de gré à gré. S'il n'existe aucun marché actif, la juste valeur d'un actif est estimée en recourant à des modèles d'évaluation appropriés en fonction de la nature de l'actif.

Dans le cas où le montant recouvrable est inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants en résultat opérationnel. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

Les tests de dépréciation des actifs sont réalisés annuellement afin de tenir compte des données les plus récentes. Si des événements ou des circonstances internes ou externes, mettent en évidence des indices de perte de valeur, la fréquence des tests de dépréciation peut être révisée.

Goodwill

Pour le besoin du test de dépréciation, les goodwill sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Les UGT correspondent à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des flux de trésorerie identifiables et indépendants des flux de trésorerie générés par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

Une UGT est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou services liés et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différente de ceux des autres UGT.

Dans le cadre de l'application du test de valorisation du goodwill d'ENJOY et BESITE au 30 juin 2008, il a été considéré que l'UGT était constituée par l'ensemble combiné formé par les deux sociétés.

NOTE 1.11 – ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières (titres de participation non consolidés et autres titres de placement), les prêts et créances financières.

Les passifs financiers comprennent les emprunts et dettes financières et les concours bancaires. Les actifs et passifs financiers sont présentés au bilan en actifs ou passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les dettes et créances d'exploitation ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie entrent dans le champ d'application de la norme IAS 39 ; ils sont présentés distinctement au bilan.

A. Prêts et autres immobilisations financières

Les prêts et créances financières sont évalués et comptabilisés au coût amorti diminué d'une éventuelle provision pour dépréciation.

Les intérêts reconnus au taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans le poste « résultat financier » du compte de résultat.

B. Dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées selon la méthode du coût amorti. Ces coûts (frais et primes d'émission des emprunts) sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts calculés au taux d'intérêt effectif sont comptabilisés au poste « Résultat financier » sur la durée de la dette financière.

C. Instruments financiers dérivés

Le Groupe n'utilise aucun instrument financier dérivé.

D. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements à court terme et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Dépréciation des actifs financiers

A chaque date d'arrêté des comptes, le groupe apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif. Si tel est le cas, le groupe estime la valeur recouvrable de l'actif et comptabilise une éventuelle perte de valeur en fonction de la catégorie d'actif concerné.

NOTE 1.12 – STOCKS

Les stocks et en-cours détenus par les sociétés du groupe sont évalués, conformément à la norme IAS 2, au plus bas de leur coût d'acquisition (méthode du prix moyen pondéré) ou de leur valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Des dépréciations sont ainsi constatées, le cas échéant, pour ramener la valeur d'inventaire à une valeur probable de réalisation si cette dernière lui est inférieure.

La variation du montant des stocks entre le 31 décembre 2007 et le 30 juin 2008 ainsi que le montant de la provision sur stocks au 30 juin 2008 sont indiqués en note 8.

NOTE 1.13 – TITRES D'AUTOCONTROLE

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

La société détient des titres d'autocontrôle dans le cadre :

- de son contrat de liquidité
- et d'un programme de rachat d'actions propres

Le nombre d'actions propres détenus au 31 décembre 2007 et au 30 juin 2008 est indiqué à la note 11.

NOTE 1.14 – CHIFFRE D'AFFAIRES ET CREANCES CLIENTS

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises et les revenus d'abonnement donnant accès aux services proposés sur les sites Internet du Groupe. Ces services proposés aux clients constituent une prestation continue dans le temps. Le revenu est reconnu prorata temporis sur une base journalière. A la clôture, la quote-part d'abonnement donnant accès aux sites Internet sur la période suivante est comptabilisée en produits constatés d'avance.

D'une manière générale, un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque :

- l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien
- le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable (principe de mesurabilité)
- les éventuelles remises, ristournes et avantages sur ventes ont été déduits du revenu (principe de séparabilité)
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Le fait générateur de l'enregistrement comptable des ventes est en règle générale la livraison ou la réalisation de la prestation de services.

Pour toute créance client pouvant présenter un risque de non-recouvrement total ou partiel, une dépréciation est comptabilisée de manière à ramener la valeur nette de la créance à la valeur que le groupe escompte recouvrer.

Les dépréciations sont calculées au cas par cas. Aucun calcul statistique n'est utilisé.

Le détail de l'évolution du poste clients entre le 31 décembre 2007 et le 30 juin 2008 ainsi que le montant de la dépréciation des créances clients au 30 juin 2008 sont indiqués dans la note 9.

NOTE 1.15 – DETERMINATION DU RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le compte de résultat est présenté par nature des charges.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel corrigé des autres produits et charges non courants qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur survenue, à savoir :

- les pertes de valeur de goodwill et d'immobilisations constatées dans le cadre de tests de dépréciation selon IAS 36
- les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs
- les profits et pertes de dilution
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'un montant significatif, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité....)

NOTE 1.16 – INFORMATION SECTORIELLE

Information par secteurs d'activité, premier niveau d'information.

L'activité du Groupe DREAMNEX comprend deux branches principales d'activité :

- L'activité « Store » de ventes de marchandises
- L'activité « Abonnements » de ventes de prestations de service sous forme d'abonnements issues de l'exploitation de sites Internet de rencontres

Ces deux activités principales relèvent de stratégies distinctes. Le total des produits issus de ces deux secteurs représente la totalité des produits des activités ordinaires.

Information par secteurs géographiques, second niveau d'information

Le second niveau d'information sectorielle est géographique. Dans le périmètre actuel du Groupe, deux zones sont distinguées : la France et le reste du monde.

NOTE 1.17 – PROVISIONS

Une provision est définie comme un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Sa comptabilisation résulte du fait que, d'une part, le groupe a une obligation (juridique ou implicite) qui résulte d'un événement passé et que, d'autre part, il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Par ailleurs, le montant de l'obligation est estimé de façon fiable en l'état des informations à disposition du groupe lors de l'établissement des comptes consolidés.

L'évolution des provisions entre le 31 décembre 2007 et le 30 juin 2008 est indiquée en note 13.

NOTE 1.18 – RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les obligations du groupe sont calculées annuellement par un actuair indépendant en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie ainsi que la rotation du personnel.

Ces régimes n'étant pas financés, le Groupe a constitué une provision pour cette obligation.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

NOTE 1.19 – IMPÔTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt exigible de l'exercice des différentes sociétés intégrées
- l'impôt différé résultant de l'existence de décalages temporaires :
 - entre la base imposable et le résultat comptable de chaque société intégrée
 - lié aux retraitements apportés aux comptes des sociétés consolidées pour les mettre en harmonie avec les principes comptables du groupe.
 - lié aux retraitements de consolidation

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur l'ensemble des différences temporaires existant à la clôture de l'exercice (conception étendue) en tenant compte du taux d'impôt en vigueur à cette même date ou, s'il est connu, du taux d'impôt pour l'exercice à venir. Les impositions différées antérieures sont réévaluées selon le même principe (méthode du report variable).

NOTE 1.20 – RESULTAT PAR ACTION

Conformément à IAS 33, le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de la période est le nombre d'actions ordinaires en circulation en début de période, ajusté du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période, multiplié par un facteur de pondération en fonction du temps. Le résultat dilué par action est ajusté des effets de toutes les actions potentielles dilutives. Ces dernières résultent de l'hypothèse de conversion d'instruments convertibles, d'exercice d'options ou de bons de souscription d'actions, ou d'émission d'actions.

Au 30 juin 2008, le Groupe n'a émis aucun instruments de capitaux pouvant conduire à une dilution du résultat par action.

NOTE 1.21 – OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS

Il n'existe aucun plan d'option de souscription ou d'achat d'actions en cours au sein du Groupe.

NOTE 1.22 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la date d'arrêté au 30 juin 2008.

NOTE 1.23 – ESTIMATIONS ET INCERTITUDES

L'établissement d'états financiers selon le référentiel IFRS conduit la Direction du Groupe à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations incorporelles, les goodwill, les autres actifs non courants, les provisions pour risques et charges et les impôts différés.

Les hypothèses, qui sous tendent ces estimations, ayant un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Certains principes font appel au jugement de la Direction du Groupe dans le choix des hypothèses adoptées pour le calcul d'estimations financières, lesquelles comportent, en raison de leur nature, une certaine part d'incertitude. Ces estimations s'appuient sur des données historiques comparables et sur différentes hypothèses qui, au regard des circonstances, sont considérées comme les plus raisonnables et les plus probables.

La Direction présente ci-après les principes comptables utilisés par le Groupe lors de la préparation des états financiers consolidés, qui impliquent l'exercice de son jugement et le recours à des estimations, et ayant un impact significatif sur les états financiers en IFRS.

Immobilisations incorporelles et corporelles à durée de vie définie

Le Groupe a recours à des estimations et doit utiliser certaines hypothèses visant à (i) évaluer la durée de vie attendue des actifs afin de déterminer leur durée d'amortissement et (ii) constater le cas échéant, une dépréciation sur la valeur au bilan de toute immobilisation.

Les estimations utilisées pour déterminer la durée de vie attendue des immobilisations sont appliquées par toutes les entités du Groupe.

Dans le but de s'assurer de la correcte valorisation au bilan de ses actifs, le Groupe revoit de manière régulière certains indicateurs qui conduiraient, le cas échéant, à réaliser un test de dépréciation.

Le calcul de la valeur recouvrable d'un actif ou d'un groupe d'actifs peut obliger le Groupe à recourir à l'utilisation d'estimations, à déterminer le montant des flux de trésorerie futurs attendus d'un actif ou d'un groupe d'actifs, ainsi que le taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actualisée de ces flux.

Tout changement négatif affectant les performances opérationnelles ou le montant des flux de trésorerie futurs attendus d'un actif pris individuellement ou de groupe d'actifs affecterait la valeur recouvrable de ces actifs pris individuellement ou de ces groupes d'actifs et, par conséquent, pourrait conduire à enregistrer une perte de valeur sur les montants au bilan des actifs concernés.

Tests de dépréciation des goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée

Les goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les projets de développement en cours font l'objet de test de dépréciation chaque année à la clôture, ainsi qu'à chaque fois que des indicateurs montrent qu'une perte de valeur a pu être encourue. Ces tests de dépréciation requièrent l'utilisation d'hypothèses qui sont définies par la Direction du Groupe.

La Direction du Groupe estime que la réalisation de tests annuels est sujette à estimation et jugement car la détermination des valeurs recouvrables suppose l'utilisation d'hypothèses en ce qui concerne :

- la détermination des taux d'actualisation nécessaires à l'actualisation des flux de trésorerie générés par les actifs ou par les unités génératrices de trésorerie
- la détermination des flux de trésorerie opérationnels futurs, de même que leur valeur terminale et
- l'estimation de la marge opérationnelle liée à ces actifs pour les périodes futures concernées

Les hypothèses utilisées par le Groupe pour le calcul de la valeur recouvrable de ses actifs s'appuient sur l'expérience passée ainsi que sur des données externes. Pour les taux de croissance futures des revenus générés par un actif spécifique, les taux de marges opérationnelle et les flux de trésorerie opérationnels générés par un actif spécifique, le Groupe a utilisé les budgets de chaque entités servant de base à l'estimation des flux de trésorerie pour les cinq prochaines années. Pour les périodes suivantes, les hypothèses de la cinquième année sont reconduites.

Impôts différés

La valeur recouvrable des actifs d'impôts différés est revue chaque année. Cette valeur est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage lié à tout ou partie de ces actifs d'impôts différés.

La Direction du Groupe doit par conséquent identifier les impôts différés actifs et passifs et déterminer le montant des impôts différés actifs comptabilisés. Lorsqu'une filiale a enregistré récemment des pertes fiscales, l'existence d'un bénéfice imposable dans le futur est supposée improbable, à moins que la reconnaissance d'un impôt différé actif soit justifiée par :

- des pertes liées à la survenance de circonstances exceptionnelles qui ne se renouvelleront pas dans un avenir proche et /ou
- la perspective de gains futurs

Avantages postérieurs à l'emploi

La détermination par le Groupe de la provision pour retraite et avantages assimilés et la charge correspondante dépend d'hypothèses utilisées par les actuaires afin de déterminer ces montants. Ces hypothèses sont décrites dans la note 14 des états financiers consolidés du Groupe et incluent notamment le taux d'actualisation et le taux d'évolution des salaires. Ces hypothèses, retenues pour le calcul des engagements de retraites et avantages assimilés sont déterminées en s'appuyant sur l'expérience du Groupe et sur des données externes.

NOTE 1.24 – EXPOSITION DU GROUPE AUX RISQUES DE MARCHES ET DE LIQUIDITE

Risque de crédit

Selon la norme IFRS 7, le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations.

Les produits et services proposés par le Groupe sont destinés au grand public (personnes majeures), et la quasi-totalité de son chiffre d'affaires est réalisé avec un portefeuille de clients particuliers individuels. La base clients est large et diversifiée, elle comporte des individus d'âge, de caractéristiques et de lieu géographique très variés. Le risque de dépendance vis-à-vis d'un client ou d'un type de client spécifique est donc très faible.

Le Groupe réalise une petite partie de son chiffre d'affaires auprès d'entreprises, dans le cadre de vente en gros de produits. Si cette activité venait à se développer, le Groupe pourrait être plus exposé aux risques d'encours clients.

La majorité des ventes étant réalisée par carte bancaire, le Groupe est exposé au risque d'impayés de ses clients. Les consommateurs peuvent assez facilement faire annuler leur transaction par carte bancaire en évoquant auprès de leur banque une utilisation frauduleuse de leur carte. Dans le cadre de la vente de produits physiques, le taux d'impayés est faible, en moyenne de 0.08%. Dans le cas de la vente de contenus numériques, le Groupe est plus exposé à ce risque que les marchands de produits physiques, car la transmission d'une adresse postale réelle et complète n'est pas nécessaire. Le taux d'impayés sur cette activité est ainsi plus élevé, mais en constante baisse, suite aux efforts du Groupe pour le réduire. Le Groupe est exposé à un risque d'augmentation du taux d'impayés, ce qui aurait un effet défavorable sur ses résultats et sa capacité à réaliser ses objectifs.

Afin de réduire ce risque d'impayés, le Groupe fait appel à des prestataires extérieurs spécialisés dans le paiement électronique. Chaque transaction est analysée par le prestataire, afin d'écarter les transactions susceptibles d'être annulées par le porteur de la carte. Le Groupe a parallèlement mis en place une cellule recouvrement, qui permet de recouvrer une partie des impayés injustifiés.

Risque de change

Le Groupe se trouve exposé au risque de change sur la partie du chiffre d'affaires réalisée par le biais de prestataires de paiement sécurisé implantés hors zone euro. Les sommes encaissées par ces prestataires sont reversées au Groupe en dollars américains. Le Groupe peut se retrouver exposé à une perte financière dans l'hypothèse où la parité entre l'euro et le dollar américain viendrait à changer fortement entre le moment où les transactions sont enregistrées et le moment où les sommes sont reversées, ce délai variant d'un prestataire à l'autre.

Par ailleurs, le Groupe réalise une faible partie de ses achats de produits en dollars américains. Les variations éventuelles du dollar sont répercutées sur les prix de vente des produits. Cependant, une variation importante à la hausse du dollar pourrait induire une hausse des prix importants des produits proposés par le Groupe, et avoir un impact néfaste sur ses ventes, et réduire le résultat du Groupe.

Le Groupe réalise une majeure partie de ses achats de contenus en dollars américains. Les variations éventuelles du dollar ne peuvent être directement répercutées sur le prix de l'abonnement global. Une variation importante pourrait induire une hausse importante des dépenses de contenus et réduire le résultat du Groupe.

Risque de liquidité et de taux d'intérêt

Le Groupe n'utilise pas de ligne de crédit, n'a pas contracté d'emprunt bancaire, et dispose d'une trésorerie structurellement largement positive. Il n'est donc pas exposé au risque de liquidité, ni au risque de taux d'intérêt.

Risque actions

Le Groupe place ses liquidités en Sicav monétaires, il n'est donc pas significativement exposée au risque lié à une fluctuation des marchés boursiers.

NOTE 2 – ANALYSE DES VARIATIONS DE PERIMETRE

SOCIETES	Forme juridique	% intérêt 2007	% intérêt 2008	Méthode Conso. 2008
BESITE	Sprl	0%	100%	IG
ENJOY	Sprl	0%	100%	IG

Au cours du premier semestre 2008, deux acquisitions ont été réalisées par la société DREAMNEX :

- Les sociétés BESITE & ENJOY : acquisition de ces sociétés en date du 25 avril 2008 pour un prix de 45 720 K€ hors frais externes liés à cette acquisition, ventilé de la manière suivante :

- 15 088 K€ par échange de titres

- 30 632 K€ par paiement en numéraire selon l'échéancier suivant : 40% à la signature du protocole (9 janvier 2008) puis le solde payable par tiers à chaque date anniversaire de l'acquisition. Aucun intérêt financier ne sera versé aux cédants sur la part du prix payé

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2007	Augmen- tations	Diminutions	Variation périmètre	30/06/2008
Fonds de commerce et mali de fusion	13 649 949		200 000		13 449 949
Concessions, brevets, licences et logiciels	139 424	50 916		266 942	457 282
Frais de développement	167 698	192 865			360 563
Immobilisations incorporelles en cours	32 550		32 550		-
Total valeurs brutes	13 989 621	243 781	232 550	266 942	14 267 794
Provision dépréciation des frais dvt	99 519		17 255	137 245	219 509
Amortissements concessions, brevets licences et logiciels	79 902	7 396			87 298
Amortissements frais de développement	66 156	22 843	-		88 999
Total amortissements et pertes de valeur	245 577	30 239	17 255	137 245	395 806
Total valeurs nettes	13 744 044	213 542	215 295	129 697	13 871 988

Fonds de commerce

DREAMNEX a acquis un fonds de commerce en 2003 pour un montant de 757 K€. Il n'y pas lieu de constater de provision pour dépréciation sur ce fonds de commerce.

Mali de fusion

Les malis de fusion s'élèvent à 12 687 K€. Il s'agit de mali techniques constatés lors de l'absorption par la société DREAMNEX des sociétés : SELF TELECOM (en 2006) puis de THINK MULTIMEDIA et OPEN AXE (en 2007). Ces fusions ont toutes été réalisées à la valeur nette comptable avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006 pour SELF TELECOM et au 1^{er} janvier 2007 pour OPEN AXE et THINK MULTIMEDIA. Ces malis de fusion constituent des actifs incorporels représentatifs de la valeur des fonds de commerce apportés à la société DREAMNEX. Au 30 juin 2008, ces valeurs sont justifiées. Il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation.

Ces malis de fusion sont répartis de la manière suivante :

- Mali SELF TELECOM 4 445 K€
- Mali THINK MULTIMEDIA 6 771 K€
- Mali OPEN AXE 1 471 K€
- **TOTAL 12 687 K€**

Le fonds de commerce « KDO du jour », acquis lors de la fusion avec la société THINK MULTIMEDIA, a été cédé au cours du semestre pour une valeur de 200 K€. Le mali de fusion a été réduit à due concurrence.

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31/12/2007	Augmen- tations	Diminutions	Variation périmètre	30/06/2008
Installations techniques, matériel et outillage	10 515			1 299 339	1 309 854
Autres Immobilisations corporelles	424 769	121 536		306 087	852 392
Total valeurs brutes	435 284	121 536	0	1 605 426	2 162 246
Amortissements installations techniques matériel et outillage	2 879	521		683 858	687 258
Amortissements autres immobilisations incorporelles	246 683	56 555		103 388	406 626
Total amortissements et pertes de valeur	249 562	57 076	0	787 246	1 093 884
Total valeurs nettes	185 722	64 460	0	818 180	1 068 362

NOTE 5 – GOODWILL

	01/01/2008	Augmen- tations	Diminutions	30/06/2008
ENJOY & BESITE		35 494 154		35 494 154
Total valeurs brutes		35 494 154		35 494 154
Perte de valeur				
Total amortissements et pertes de valeur				
Total valeurs nettes		35 494 154		35 494 154

L'écart d'acquisition provisoire a été déterminé sur la base d'une situation établie en date du 30 avril 2008, considérant qu'une situation nette au 30 avril 2008 n'est pas significativement différente de celle du 25 avril 2008, date de prise de contrôle des entités.

L'écart d'acquisition provisoire se décompose de la manière suivante :

En milliers d'Euros	
Coût d'acquisition	46 557
Prix de base	45 720
Honoraires d'acquisition	807
Impact de la juste valeur des titres remis en échange	1 630
Impact de l'actualisation de la dette d'acquisition	- 1 600
Situation nette d'ouverture retraitée aux normes IFRS à la date de prise de contrôle	11 063
Détail des actifs et passifs acquis :	
Immobilisations incorporelles	118
Immobilisations corporelles	748
Immobilisations financières	705
Stocks et en cours	3
Clients	3 484
Autres actifs courants	6 325
Trésorerie et équivalents	7 253
Total actifs acquis	18 636
Passifs d'impôts différés	15
Passifs financiers courants	2 300
Autres passifs courants	5 258
Total passifs acquis	7 573
Total actifs nets acquis	11 063
Goodwill	35 494

La constatation du goodwill provisoire de 35 494 K€ comprend l'impact du traitement comptable préconisé par IFRS 3 sur l'opération d'apport des titres BESITE et ENJOY. Celle-ci impose de comptabiliser l'apport sur la base de la juste valeur des titres remis en contrepartie de cet apport au jour de la remise des titres, soit le 25 avril 2008. Cette juste valeur correspond au cours du jour.

Ce traitement a pour conséquence la mise en évidence d'un goodwill de 35 494 K€ dont 1 630 K€ proviennent de la différence entre la valeur des titres au 25 avril 2008 (41,73 €) et la valeur des titres définie au contrat (37,81 €).

Ce goodwill provisoire de 35 494 K€ correspond à la capacité d'ENJOY et BESITE à développer et à vendre leurs produits et aux profits futures qui en résulteront. Aucune dépréciation n'a été par conséquent enregistrée dans les comptes au 30 juin 2008.

Conformément à IFRS 3 et dans le délai d'un an après chaque regroupement d'entreprise, il sera procédé à l'identification et au retraitement éventuels des actifs et passifs des sociétés BESITE & ENJOY.

NOTE 6 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Il n'existe aucune participation dans des entreprises associées au 30/06/2008

NOTE 7 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

	31/12/2007	Augmen- tations	Diminutions	Variation périmètre	Autres mouvements	30/06/2008
Titres immobilisés non consolidés	27 600					27 600
Créances rattachées à des participations non consolidées	26 537					26 537
Prêts aux salariés	30 303	450				30 753
Autres immobilisations financières	1 553 919		69 128	663 765	-459 067	1 689 489
Total valeurs brutes	1 638 359	450	69 128	663 765	-459 067	1 774 379
Dépréciations des créances rattachées	26 537		19 684			6 853
Dépréciation des titres non consolidés	100					100
Dépréciation des autres immobilisations financières	517 147		87 697			429 450
Total des dépréciations	543 784		107 381			436 403
Total Immobilisations financières	1 094 575	450	38 253	663 765	-459 067	1 337 970

Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste induits par les normes IFRS.

Les autres actifs non courants comprennent principalement :

- Des titres immobilisés non consolidés, à savoir :

Filiales et participations	Capitaux propres	Quote part du capital détenu en pourcentage
Filiales (+50% du capital détenu) Dreamnex GmbH	27 500 €	100 %
Participations (10 à 50% du capital détenu) SCI Duranne	100 €	10 %

Ces deux sociétés n'ont aucune activité au 30 juin 2008. Une avance de 26 K€ a été consentie à la SCI Duranne.

- Les autres immobilisations financières sont constituées par les dépôts de garantie liés au risque d'impayés concernant les mandats de gestion des encaissements réalisés à distance pour le compte du Groupe (1 588 K€). A ce jour, l'ensemble des dépôts de garantie n'a pas été remboursé.

Une provision de 7 K€ a été constituée sur l'avance accordée par la Société à la SCI Duranne. Le projet pour lequel la SCI Duranne a été créé, n'ayant pu aboutir, la créance a été provisionnée à hauteur des frais engagés par cette société au moyen de l'avance accordée par la Société.

Les autres provisions pour dépréciation sont relatives à des dépôts de garantie liés au risque d'impayés concernant les mandats de gestion des encaissements réalisés à distance pour le compte de la société et pour lesquels il existe un risque sur leur recouvrabilité.

NOTE 8 – STOCKS ET EN-COURS

	Brut	30/06/2008 Dépréciation	Net	31/12/2007
Marchandises, produits intermédiaires et finis	1 019 091	20 000	999 061	722 453
Total stocks et en-cours	1 091 091	20 000	999 061	722 453

NOTE 9 – CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

	Brut	30/06/2008 Dépréciation	Net	31/12/2007
Créances clients et comptes rattachés	4 346 063	241 530	4 104 533	1 234 357
Créances fiscales	1 337 313		1 337 313	444 372
Débiteurs divers	855 101		855 101	508 196
Charges constatées d'avance	868 437		868 437	1 234 053
Total Clients et autres actifs courants	7 406 914	241 530	7 165 384	3 420 978

Le poste « créances fiscales » est essentiellement constitué par des comptes de TVA à récupérer.

Le poste « débiteurs divers » correspond principalement aux sommes à encaisser auprès des organismes mandatés pour gérer les règlements des ventes réalisées à distance par le Groupe.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement aux charges d'affiliés directement rattachables aux abonnements facturés d'avance.

NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	30/06/2008	31/12/2007
Liquidités et équivalents de liquidités	17 555 714	18 156 446
Valeurs mobilières de placement	789 958	2 387 214
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 345 672	20 543 660

Le poste « Trésorerie » est constitué des liquidités en compte courant bancaire et des valeurs mobilières de placement (parts d'OPCVM, Sicav, FCP de trésorerie à court terme) non risquées.

Le poste « Trésorerie » comprend un compte nanti d'un montant de 9 025 K€ au 30 juin 2008 au profit des anciens actionnaires des sociétés ENJOY et BESITE pour garantir le paiement échelonné du solde du prix d'acquisition des titres. La rémunération de ce compte est partagée à part égale entre DREAMNEX et les anciens actionnaires des sociétés ENJOY et BESITE.

NOTE 11 – CAPITAL SOCIAL

	30/06/2008	31/12/2007
Montant du capital social	464 870 €	399 428 €
Nombre d'actions émises	2 834 574	2 435 541
Ventilation des actions en fonction du droit de vote		
- dont actions à droit de vote double (*)	1 004 812	1 507 414
- dont actions à droit de vote simple	1 798 641	928 127
Nombre d'actions propres	31 122	

(*) afin de remplir les conditions d'attribution du droit de vote double, l'actionnaire doit être inscrit dans les livres depuis plus de trois ans.

NOTE 12 – TABLEAU DE VARIATION DES INTERETS MINORITAIRES

Il n'existe aucun intérêt minoritaire au sein du Groupe.

NOTE 13 – PROVISIONS

a – Provisions par échéance et par catégorie

	Courant	Non courant	30/06/2008	31/12/2007
Provision pour perte de change	194 792		194 792	145 629
Provision pour frais d'impayés	166 000		166 000	113 000
Provision pour litige				802 000
Provision pour impôts	366 985		366 985	208 464
Total	727 777		727 777	1 269 093

b – Variation des provisions

	31/12/2007	Dotations	Reprises*	30/06/2008
Litiges et risques divers	1 269 093	277 684	819 000	727 777
Total	1 269 093	277 684	819 000	727 777

* Dont consommés :

Provision pour litiges et risques divers	802 000
Total	802 000

Les provisions sont constituées :

- d'une provision pour risque d'impayés à venir et d'une provision pour frais d'impayés d'un montant global de 166 000 € qui ont été calculées sur la base d'une méthode statistique en fonction d'un taux d'impayé réel moyen.

- d'une provision pour charge d'impôt de 366 985 € relatif à un risque fiscal. La société DREAMNEX a fait l'objet d'une vérification de comptabilité pour les exercices 2003 à 2005 et pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2006. L'Administration fiscale a adressé une proposition de redressement à la société DREAMNEX portant sur la taxe sur les vidéogrammes.

La société DREAMNEX a décidé de contester cette proposition de redressement en raison d'un désaccord sur la méthode de calcul des bases de la taxe sur les vidéogrammes, sur les pénalités de manquement délibéré calculées en sus du rappel d'impôt ainsi que sur la compatibilité de cette taxe avec le droit communautaire. La société a provisionné dans ses comptes au 30 juin 2008 un montant maximum qu'elle estime devoir au titre de ce redressement fiscal (montant incluant l'imposition supplémentaire ainsi qu'une provision pour honoraires de conseils ayant travaillé sur l'opération).

Selon la méthode de calcul préconisée par l'Administration fiscale, le montant total à payer au titre des exercices 2003 à 2006 pourrait s'élever à 1 378 K€ y compris les intérêts de retard et les majorations. En date du 25 juin 2008, l'Administration fiscale a accepté la méthode de calcul de la taxe sur les vidéogrammes de DREAMNEX qui a pour conséquence de limiter le redressement à 30% de cette somme soit 413 K€.

NOTE 14 – ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

a – Description des régimes

Les salariés du groupe DREAMNEX bénéficient d'avantages à court terme (congés payés, congés maladie, participation aux bénéfices) et d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations/prestations définies (indemnités de fin de carrière, régimes de retraites complémentaires notamment).

Les avantages postérieurs à l'emploi sont attribués soit par des régimes à cotisations définies, soit par des régimes à prestations définies.

- **Régimes à cotisations définies**

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité sociale, régimes complémentaires de retraite ARRCO/AGIRC, fonds de pension à cotisations définies).

- **Régimes à prestations définies**

Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur vis-à-vis des salariés. S'ils ne sont pas entièrement préfinancés, ils donnent lieu à constitution de provision.

L'évaluation des engagements de retraites et assimilés (DBO : Defined Benefit Obligation) pour la société française est conforme à la méthode des unités de crédits projetés en tenant compte des hypothèses actuarielles et des statistiques propres à la société française.

Pour le groupe, les principaux régimes à prestations définies concernent principalement les indemnités de fin de carrière en France.

	<1 an	>1 an	Total 06/2008	31/12/2007
Engagements de retraites et assimilés		9 000	9 000	9 000
TOTAL		9 000	9 000	9 000

Les filiales belges n'ont pas d'obligations vis-à-vis de leurs salariés.

b – Hypothèses actuarielles au 30/06/2008

Les hypothèses actuarielles sont revues chaque année. Pour le semestre 2008, il a été maintenu la provision déterminée au 31.12.2007 selon les hypothèses suivantes :

	France
Age de départ à la retraite (*)	65 ans
Modalité de départ à la retraite	Départ volontaire
Table de mortalité	TGH/TGF 05
Taux d'inflation	2%
Taux de charges sociales	45%
Taux d'actualisation	5.25%

(*) Ces hypothèses sont cohérentes avec la loi Fillon du 21.08.2003 et la loi de financement de la sécurité sociale 2008

NOTE 15– EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Endettement courant et non courant

DETTES FINANCIERES NON COURANTES	30/06/2008	31/12/2007
Entre 1 & 5 ans	13 077 565	1 530 007
Plus de 5 ans		
TOTAL DES DETTES FINANCIERES NON COURANTES	13 077 565	1 530 007
DETTES FINANCIERES COURANTES	30/06/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financière à moins d'un an	9 379 332	1 631 000
Concours bancaires	45 524	14 489
Mobilisations de créances		
Intérêts courus	7 604	926
TOTAL DES DETTES FINANCIERES COURANTES	9 432 460	1 646 415

Les dettes financières courantes correspondent principalement à la partie du prix d'acquisition des titres SELF TELECOM, OPEN AXE, THINK MULTIMEDIA, ENJOY et BESITE payable à terme et de manière échelonné aux actionnaires de ces sociétés devenus salariés de DREAMNEX. Le règlement des différentes échéances est conditionné à la présence desdits salariés dans la société au moment du versement. Ces comptes courants ne sont pas rémunérés.

NOTE 16 – FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

	30/06/2008	31/12/2007
Fournisseurs	11 087 052	4 768 844
Dettes sociales	692 534	646 939
Dettes fiscales	1 204 700	1 014 586
Dettes d'impôt sur les sociétés	0	634 775
Autres passifs courants	382 800	102 648
Produits constatés d'avance	2 728 984	2 899 803
FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS COURANTS	16 096 070	10 067 595

NOTE 17 – INFORMATIONS PAR SECTEURS D'ACTIVITE

a – Compte de résultat par secteurs d'activité

En Milliers d'euros	Store	Internet	Total
Chiffre d'affaires	3 954	22 052	26 006
Coût des ventes	2 503	12 322	14 825
MARGE BRUTE	1 451	9 730	11 181
Charges sectorielles	1 022	4 384	5 406
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	429	5 346	5 775

b – Actifs par secteurs d'activité

En Milliers d'euros	Store	Internet	Total
Actifs non courants	366	51 420	51 786
Goodwill		35 494	35 494
Immobilisations incorporelles		13 872	13 872
Immobilisations corporelles	162	906	1 068
Immobilisations financières	203	1 135	1 338
Actifs d'impôts différés		14	14
Actifs courants	4 878	21 632	26 510
Stocks et en-cours	999		999
Créances clients et autres créances	1 089	6 076	7 165
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 789	15 557	18 346
TOTAL DES ACTIFS	5 243	73 053	78 296

c – Passifs par secteurs d'activité

En Milliers d'euros	Store	Internet	Total
Passifs non courants	-	13 117	13 117
Emprunts et dettes financières		13 077	13 077
Provisions et IDR		9	9
Passifs d'impôts différés		31	31
Passifs courants	2 447	23 809	26 256
Emprunts et dettes financières		9 432	9 432
Provisions	-	728	728
Fournisseurs et autres passifs courants	2 447	13 649	16 096
TOTAL DES PASSIFS	2 447	36 926	39 373

NOTE 18 – INFORMATIONS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

a – Compte de résultat par zones géographiques

En Milliers d'euros	France	Reste monde	Total
Chiffre d'affaires	17 380	8 626	26 006
Coût des ventes	10 086	4 740	14 826
MARGE BRUTE	7 294	3 886	11 180
Charges sectorielles	2 807	2 599	5 406
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	4 487	1 287	5 774

b – Actifs par zones géographiques

En Milliers d'euros	France	Reste monde	Total
Actifs non courants	14 680	37 106	51 786
Goodwill		35 494	35 494
Immobilisations incorporelles	13 742	130	13 872
Immobilisations corporelles	250	818	1 068
Immobilisations financières	673	664	1 337
Actifs d'impôts différés	15	-	15
			-
Actifs courants	14 063	12 447	26 510
Stocks et en-cours	999		999
Créances clients et autres créances	2 597	4 568	7 165
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 467	7 879	18 346
TOTAL DES ACTIFS	28 743	49 553	78 296

c – Passifs par zones géographiques

En Milliers d'euros	France	Reste monde	Total
Passifs non courants	13 096	22	13 118
Emprunts et dettes financières	13 078	-	13 078
Provisions et IDR	9	-	9
Passifs d'impôts différés	9	22	31
Passifs courants	19 162	7 093	26 256
Emprunts et dettes financières	7 694	1 739	9 432
Provisions	727	-	727
Fournisseurs et autres passifs courants	10 742	5 355	16 096
TOTAL DES PASSIFS	32 258	7 116	39 373

NOTE 19 – CHARGES EXTERNES

	30/06/2008	30/06/2007
Commissions d'affiliés et publicité	12 913 668	7 471 120
Coût du paiement sécurisé	780 996	1 186 985
Autres charges externes	2 297 234	1 844 589
TOTAL	15 991 898	10 502 694

NOTE 20 – CHARGES DE PERSONNEL

	30/06/2008	30/06/2007
Rémunération du personnel	1 458 071	752 520
Charges sociales	571 627	292 826
Autres charges de personnel	3 936	0
TOTAL	2 033 634	1 045 346

Les effectifs inscrits se répartissent géographiquement comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007
France	53	34
Europe (hors France)	11	
TOTAL	64	34

NOTE 21 – DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	30/06/2008	30/06/2007
Amortissements	135 179	176 059
Mouvement net des provisions	219 773	-180 060
Mouvement net des engagements de retraites et assimilés	0	4 500
TOTAL	354 952	499

NOTE 22 – PRODUITS ET CHARGES DES OPERATIONS NON COURANTES

	Produits	Charges	Net 30/6/2008	Net 30/6/2007
Cessions d'immobilisations	200 000	200 000	-	8 329
Dotations & reprises s/ amort. & provisions	819 225	158 521	660 704	
Litiges		1 440 126	- 1 440 126	
Autres charges et produits non courants	1 100	115 984	- 114 884	- 283 823
TOTAL	1 020 325	1 914 631	- 894 306	- 275 494

NOTE 23 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	30/06/2008	30/06/2007
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	193 909	156 714
Gains de changes	19 871	
Autres produits financiers		5 552
Reprise sur provision dépréciation des immobilisations financières	107 382	91 742
Total des produits financiers	321 162	254 008
Charges d'intérêt	61 432	5 273
Autres charges financières	18 467	261
Dotations aux provisions financières	49 163	115 387
Total des charges financières	129 062	120 921
RESULTAT FINANCIER	192 100	133 087

NOTE 24 – IMPOT SUR LES RESULTATS

a – Détail de l'impôt sur les résultats

	30/06/2008	30/06/2007
Impôts exigibles	1 752 634	723 203
Impôts différés	-28 486	-1 500
TOTAL	1 724 148	721 703

b – Rationalisation de la charge d'impôt

En 2008, l'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007
Résultat net consolidé – part du groupe	3 349 356	1 442 892
Charge d'impôt	1 724 148	721 703
Résultat avant impôt	5 073 504	2 164 595
Taux effectif d'impôt	33,98%	33,34%
Taux d'impôt courant en France	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	1 690 999	721 703
<i>Eléments en rapprochement</i>		
différences liées à la fiscalité étrangère	-5 520	
différences permanentes	37 711	
TOTAL	1 723 190	721 703

c – Impôts différés

Les impôts différés sont constatés sur l'ensemble des différences temporaires selon la méthode du report variable. Les impôts différés ne sont pas actualisés. La variation nette des impositions différées (situation active et passive) s'analyse comme suit :

Solde d'impôt différé actif au 1 ^{er} janvier 2008	28 000
Solde d'impôt différé passif au 1 ^{er} janvier 2008	Néant
Situation nette d'impôt différé au 1^{er} janvier 2008	28 000
Effet résultat	- 22 708
Effet périmètre	- 22 100
Solde d'impôt différé actif au 30 juin 2008	14 564
Solde d'impôt différé passif au 30 juin 2008	31 372
Situation nette d'impôt différé au 30 juin 2008	- 16 800

NOTE 25 – ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Les engagements financiers hors bilan recensés au 30 juin 2008 sont les suivants :

- Engagements donnés
 - Nantissement des valeurs mobilières de placement pour 709 K€
 - Compte bancaire nanti pour 9 025 K€

- Engagements reçus
 - De M. Emmanuel Françoise, actionnaire de la société et ancien actionnaire de la société Think Multimedia, qui s'est engagé à ne pas démissionner de ses fonctions de salariés au sein de la société Dreamnex au moment des dates anniversaires de paiement des différents termes du prix de cession de la société Think Multimedia. Au 30/6/2008, les termes restant à payer s'élèvent à 1 747 K€ et le dernier sera payé, sous condition mentionnée ci-dessus, le 31 août 2009.
 - De M. Franck Rosenstein, actionnaire de la société et ancien actionnaire de la société Open Axe, qui s'est engagé à ne pas démissionner de ses fonctions de salariés au sein de la société Dreamnex au moment des dates anniversaires de paiement des différents termes du prix de cession de la société Open Axe. Au 30/06/2008, les termes restant à payer s'élèvent à 81 K€ et le dernier sera payé, sous condition mentionnée ci-dessus, le 31 décembre 2010.
 - De M. Stephen Schotte, actionnaire de la société et ancien actionnaire de la société Self Telecom, qui s'est engagé à ne pas démissionner de ses fonctions de salariés au sein de la société Dreamnex au moment des dates anniversaires de paiement des différents termes du prix de cession de la société Self Telecom. Au 30/06/2008, les termes restant à payer s'élèvent à 483 K€ et le dernier sera payé, sous condition mentionnée ci-dessus, le 30 septembre 2009.
 - De M. Joeri de Leener, Mme Patsy Vanleeuwe, M. Frank Vanleeuwe, M. Tom de Wispelaere et M. Bart Ronsyn, actionnaires de la société et anciens actionnaires des sociétés ENJOY et BESITE, qui se sont engagés à ne pas démissionner de ses fonctions de salariés au sein du Groupe Dreamnex au moment des dates anniversaires de paiement des différents termes du prix de cession des sociétés ENJOY et BESITE. Au 30/06/2008, les termes restant à payer s'élèvent à 18 379 K€ et le dernier sera payé, sous condition mentionnée ci-dessus, le 25 avril 2011.

- Engagements réciproques
 - Néant

NOTE 26 – AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN, PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS

Le groupe n'a pas connaissance d'autres engagements que ceux indiqués par ailleurs et qui ne seraient pas reflétés dans les états financiers au 30 juin 2008. Aucun fait exceptionnel ni contentieux pouvant affecter de façon probable et significative la situation financière du groupe n'existe actuellement.

Par ailleurs, dans le cadre normal de ses activités, le groupe est impliqué dans des actions judiciaires et il est soumis à des contrôles. Une provision est constituée dès lors qu'un risque est identifié et que son coût est estimable.

NOTE 27 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Liste des sociétés consolidées au 30 juin 2008

SOCIETES	Forme juri dique	% intérêt	Méthode de consolidation	N° SIRET	Pays
DREAMNEX (société consolidante)	SA	n/a	IG	424 100 170 00036	France
ENJOY	Sprl	100%	IG	0864 814 782	Belgique
BESITE	Sprl	100%	IG	0473 361 879	Belgique

NOTE 28 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Conformément à la norme IAS 24 relative aux transactions avec les parties liées, il est donné pour information les opérations significatives qui ont été réalisées avec :

- des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de la société
- des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs
- des entités sur lesquelles un des principaux dirigeant exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif

Au cours du premier semestre 2008 :

- le montant de la rémunération versée aux organes de direction s'est élevé à 325 K€. Il n'existe pas d'engagement hors bilan au titre d'indemnité de départ pour les dirigeants
- le fonds de commerce « KDO du jour » pour 200 K€ a été vendu au profit de la société CUSTOM PROMO, société dans laquelle un dirigeant détient un droit de vote significatif

NOTE 29 – EVENEMENTS POST CLOTURE

Il n'existe à ce jour aucun évènement post-clôture à signaler.

NOTE 30 - ETAT DE PASSAGE ENTRE LES COMPTES 2007 ETABLIS SELON LES PRINCIPES COMPTABLES FRANÇAIS ET LES COMPTES IFRS

Une information financière comparative au titre de l'exercice 2007 a été établie selon le référentiel IFRS et présente l'impact chiffré du passage aux IFRS sur :

- Le compte de résultat au 31 décembre 2007 et 30 juin 2007
- Le bilan au 30 juin 2007 et 31 décembre 2007

Les informations financières 2008 et 2007 au format IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2007 les normes et interprétations IFRS que DREAMNEX a utilisées pour la préparation de ses comptes semestriels consolidés au 30 juin 2008, les incidences des changements de principes comptables étant enregistrées en report à nouveau à la date de transition.

**NOTE 30.1 RECONCILIATION DU BILAN ET DES CAPITAUX PROPRES
AU 31 DECEMBRE 2007**

	Prin- Cipes français	Reclassements				Total retraitement	Reclas- sements	Prin- cipes IFRS
		IAS 32 act ^e propres	IAS 39 plus value VMP	IAS 12 impôts différés	IAS 19 IDR			
Autres immobilisations incorporelles	13 744 044					-		13 744 044
Immobilisations corporelles	185 719							185 719
Autres actifs financiers non courants	1 206 575	- 112 000				- 112 000		1 094 575
Actifs d'impôts différés				25 000	3 000	28 000		28 000
Total actifs non courants	15 136 338	- 112 000		25 000	3 000	- 84 000		15 052 338
Stocks et en-cours	722 453							722 453
Clients	1 234 357							1 234 357
Autres actifs courants	2 186 621							2 186 621
Trésorerie et équivalents	20 529 016		14 644			14 644		20 543 660
Total actifs courants	24 672 447		14 644			14 644		24 687 091
TOTAL ACTIFS	39 808 785	- 112 000	14 644	25 000	3 000	- 69 356		39 739 429
Capital	399 429							399 429
Primes	19 633 124							19 633 124
Réserves	569 953	- 104 667		25 000		- 79 667		490 286
Résultat	4 693 168	- 7 333	14 644		- 6 000	1 311		4 694 479
Capitaux propres - part du Groupe	25 295 674	- 112 000	14 644	25 000	-	- 72 356		25 217 318
Intérêts minoritaires	-							-
Total capitaux propres	25 295 674							-
Emprunts et dettes financières	3 176 422						- 1 646 415	1 530 007
Provisions								-
Avantages au personnel					9 000	9 000		9 000
Passifs d'impôts différés								-
Total passifs non courants	3 176 422				9 000	9 000	- 1 646 415	1 539 007
Emprunts et dettes financières							1 646 415	1 646 415
Provisions	1 269 094							1 269 094
Fournisseurs et autres passifs courants	7 771 295							7 771 295
Dettes fiscales et sociales	2 296 300						- 634 775	1 661 525
Dettes d'impôt sur les sociétés							634 775	634 775
Total passifs courants	11 336 689						1 646 415	12 983 104
TOTAL PASSIFS	39 808 785	- 112 000	14 644	25 000	9 000	- 63 356	-	39 739 429

**NOTE 30.2 RÉCONCILIATION DU BILAN ET DES CAPITAUX PROPRES
AU 30 JUIN 2007**

	Prin- Cipes français	Retraitements				Total retrai- tement	Reclas- sements	Prin- cipes IFRS
		IAS 32 act° propres	IAS 39 plus value VMP	IAS 12 impôts différés	IAS 19 IDR			
Autres immobilisations incorporelles	5 227 713					-		5 227 713
Immobilisations corporelles	77 059							77 059
Autres actifs financiers non courants	1 489 193	- 205 000				- 205 000		1 284 193
Actifs d'impôts différés				25 000	1 500	26 500		26 500
Total actifs non courants	6 793 965	- 205 000		25 000	1 500	- 178 500		6 615 465
Stocks et en-cours	765 509							765 509
Clients	873 105							873 105
Autres actifs courants	2 496 079							2 496 079
Trésorerie et équivalents	18 215 634		57 000			57 000		18 272 634
Total actifs courants	22 350 327		57 000			57 000		22 407 327
TOTAL ACTIFS	29 144 292	- 205 000	57 000	25 000	1 500	- 121 500		29 022 792
Capital	388 702							388 702
Primes	16 822 467							16 822 467
Réserves	569 953	- 197 000		25 000		- 172 000		397 953
Résultat	1 396 892	- 8 000	57 000		- 3 000	46 000		1 442 892
Capitaux propres - part du Groupe	19 178 014	- 205 000	57 000	25 000	-	- 123 000		19 052 014
Intérêts minoritaires	-							-
Total capitaux propres	19 178 014							-
Emprunts et dettes financières	1 884 713						- 1 517 000	367 713
Provisions								-
Avantages au personnel					4 500	4 500		4 500
Passifs d'impôts différés								-
Total passifs non courants	1 884 713				4 500	4 500	- 1 517 000	372 213
Emprunts et dettes financières							1 517 000	1 517 000
Provisions	173 526							173 526
Fournisseurs et autres passifs courants	5 729 531							5 729 531
Dettes fiscales et sociales	2 178 508							2 178 508
Dettes d'impôt sur les sociétés								-
Total passifs courants	8 081 565						1 517 000	9 598 565
TOTAL PASSIFS	29 144 292	- 205 000	57 000	25 000	4 500	- 118 500	-	29 022 792

NOTE 30.3 RECONCILIATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2007

	Prin- Cipes français	Retraitements				Total Retraitements	Principes IFRS
		IAS 39 Plus value VMP	IAS 32 Pdt cession act ^o propres	Reclass CA transp.	IAS 19 IDR		
CHIFFRES D'AFFAIRES	38 981 321			- 1 209 329		- 1 209 329	37 771 992
Achats de marchandises	3 178 945					-	3 178 945
MARGE BRUTE	35 802 376						34 593 047
Autres produits	344 505					-	344 505
Charges externes	24 025 248			- 1 209 329		- 1 209 329	22 815 919
Impôts et taxes	708 983					-	708 983
Charges de personnel	3 785 088					-	3 785 088
Dotations aux amortissements et provisions (nettes)	89 131				9 000	9 000	98 131
Résultat opérationnel courant	7 538 431						7 529 431
Autres produits et charges non courantes	- 859 621		- 11 000			- 11 000	- 870 621
Résultat opérationnel	6 678 810						6 658 810
Autres produits et charges financiers	432 824	14 644				14 644	447 468
Charges d'impôt	2 418 466		- 3 667		- 3 000	- 6 667	2 411 799
Résultat net	4 693 168						4 694 479
Intérêts minoritaires							
Résultat net part du groupe	4 693 168						4 694 479

NOTE 30.4 RECONCILIATION DU RESULTAT AU 30 JUIN 2007

	Prin- Cipes français	Retraitements				Total Retraitements	Principes IFRS
		IAS 39 Plus value VMP	IAS 32 Pdt cession act° propres	IAS 19 IDR	Reclass		
CHIFFRES D'AFFAIRES	16 136 981				- 463 632	- 463 632	15 673 349
Achats de marchandises	1 438 045					-	1 438 045
MARGE BRUTE	14 698 936						14 235 304
Autres produits	78 451				- 70 352	- 70 352	8 099
Charges externes	11 036 678				- 533 984	- 533 984	10 502 694
Impôts et taxes	387 883					-	387 883
Charges de personnel	1 045 346					-	1 045 346
Dotations aux amortissements et provisions (nettes)	- 4 001			4 500		4 500	499
Résultat opérationnel courant	2 311 481						2 306 981
Autres produits et charges non courantes	- 263 494		- 12 000			- 12 000	- 275 494
Résultat opérationnel	2 047 987						2 031 487
Autres produits et charges financiers	76 108	57 000				57 000	133 108
Charges d'impôt	727 203		- 4 000	- 1 500		- 5 500	721 703
Résultat net	1 396 892						1 442 892
Intérêts minoritaires							
Résultat net part du groupe	1 396 892						1 442 892

NOTE 30.5 – PRINCIPAUX RETRAITEMENTS

Engagements de départs à la retraite (IAS 19)

L'application de la norme IAS 19 a conduit à la société faire estimer par un actuaire indépendant le montant de droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite.

Plus value latente sur valeur mobilière de placement (IAS 39)

Les plus values latentes sur OPCVM de trésorerie sont comptabilisées en résultat conformément à la norme IAS 39.

Principaux reclassements opérés sur les états financiers

Bien que la structure générale du bilan IFRS retenue par le groupe soit proche de celle présentée en normes françaises, certains reclassements ont été rendus nécessaires lors de l'application des normes, avec notamment l'apparition de rubriques qui n'étaient pas présentées de façon scindée en normes françaises.

Les principaux reclassements concernent :

- **IAS 1 – Distinction des éléments du bilan en fonction du caractère courant et non courant**

Les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité à moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant.

- **IAS 12 – Impôts différés**

Conformément à IAS 12, les impôts différés actifs et passifs sont désormais classés sur une ligne distincte du bilan en éléments non courants et non plus en autres créditeurs/débiteurs

- **IAS 32 – Actions propres**

Les actions propres ont été reclassées en diminution des capitaux propres.

